

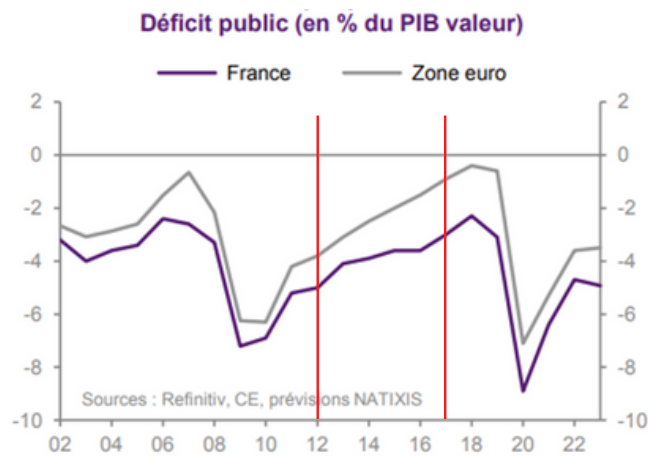


Budget 2025 : Quelles leçons tirer du choc fiscal de François Hollande ?

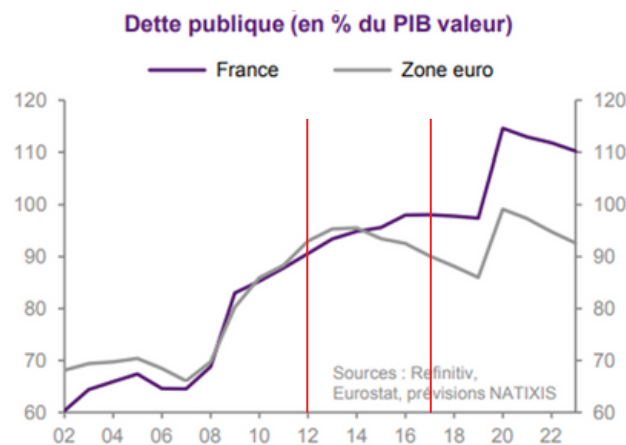
Sur le quinquennat de François Hollande :

- la France a moins réduit son déficit public que la zone euro
- La zone euro a réduit son endettement, pas la France
- La hausse des taux d'imposition sur les entreprises et le capital a réduit les recettes budgétaires de l'Etat
- La croissance économique française (0,87%) a été sensiblement inférieure à la croissance européenne (1,32%)

1) Sur le quinquennat, la France a moins réduit son déficit public que la zone euro



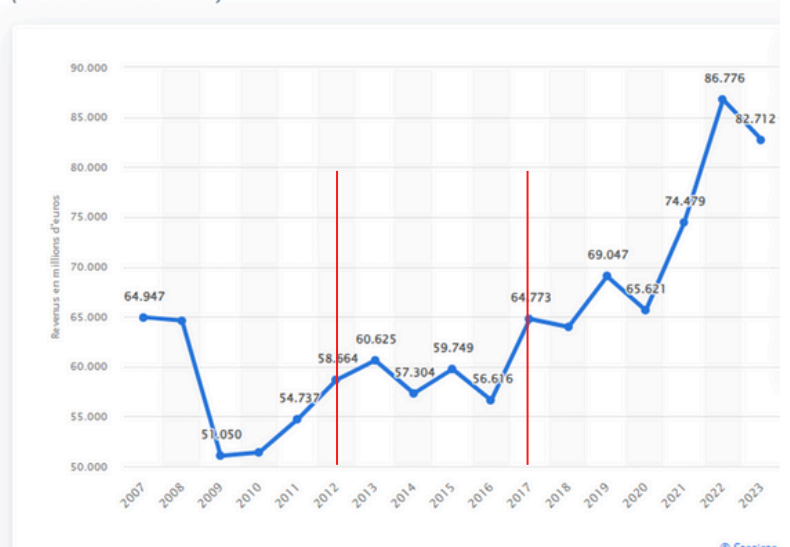
2) Sur le quinquennat, la zone euro a réduit son endettement, pas la France



3) Sur le quinquennat, la hausse des taux d'imposition sur les entreprises et le capital a réduit les recettes budgétaires

Recette budgétaire de l'impôt sur les sociétés

(en millions d'euros)



On observe que la hausse des taux d'imposition des entreprises a amené une petite croissance des recettes en 2013 qui s'est rapidement retournée à la baisse. En 2014 et 2015, les recettes ont même été inférieures au point de départ de 2012. A partir de 2017, la baisse des taux d'imposition a fortement augmenté les recettes budgétaires.

En ce qui concerne l'imposition du capital, La forte augmentation des taux décidée par François Hollande (Surtaxation des dividendes et ISF progressif), a entraîné une baisse des recettes de l'Etat. La « justice fiscale » a un prix. A l'opposée, leur baisse décidée par Emmanuel Macron a entraîné une hausse des recettes de l'Etat :

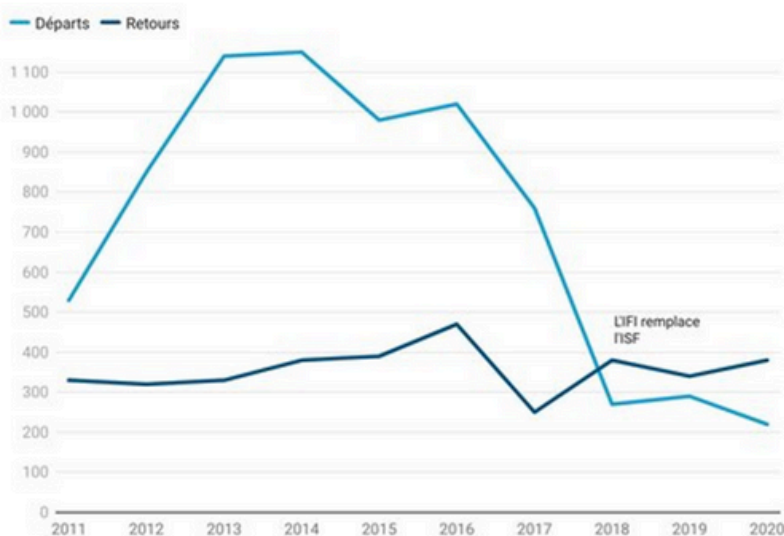
Recettes découlant de l'imposition des revenus du capital des ménages en France en % du PIB :

2012	2017	2022
1,7 %	1,4 %	1,8 %

Source : Eurostat

En effet, lorsque les prélèvements obligatoires sont déjà élevés, une augmentation de la pression fiscale conduit les agents économiques surtaxés à modifier leur comportement, en investissant moins, en travaillant moins, en s'exilant, ce qui réduit l'assiette de l'impôt.

Évolution des départs en fonction du nombre d'assujettis à l'ISF/IFI



Source: France stratégie / DGFiP • Créé avec Datawrapper

Les hausses de taux d'imposition sur les acteurs mobiles (investisseurs, entreprises, très hautes compétences) non seulement ne rapportent pas les recettes espérées, mais réduisent les recettes dès la deuxième année budgétaire.

4) La croissance économique française a été sensiblement inférieure à la croissance européenne (en %) :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne période
Union Européenne	-0,7	-0,1	1,6	2,3	2	2,8	1,32
France	0,2	0,8	1	1,1	0,9	2,1	0,87

La bonne dynamique de croissance française de 2010 (2%) et 2011 (2,4%) semble avoir été cassée par le choc fiscal. Or, moins de croissance, c'est évidemment moins de recettes fiscales et sociales, l'Etat prélevant 48 % de la valeur ajoutée. C'est également moins de pouvoir d'achat exacerbant les demandes d'aides à la charge du budget. Ce choc fiscal a dévitalisé un peu plus notre économie avec l'exil d'une partie de nos entrepreneurs, investisseurs et talents.

Et, du point de vue de nos prêteurs, moins de croissance amène une dégradation de l'indicateur clé Dette/PIB.

5) Un nouveau choc fiscal produirait les mêmes effets, en pire

Les mêmes effets :

- Recettes fiscales inférieures aux recettes espérées et même, pour certaines, inférieures au point de départ initial
- Baisse de la croissance dégradant le ratio Dette/PIB

En pire :

- Nous partons d'un endettement beaucoup plus élevé : 112% du PIB contre 90 % en 2012. Les marchés attendent désormais une politique efficace, c'est-à-dire un reflux de ce ratio.
- Un nouveau choc fiscal réduira d'autant plus notre croissance que la croissance européenne s'annonce faible et ne nous soutiendra pas comme cela avait été le cas sous le quinquennat de François Hollande.

Dans ces conditions, le ratio Dette/Pib ne pourrait que continuer à se dégrader, la croissance étant structurellement inférieure à notre taux d'emprunt réel hors inflation (1,1% actuellement). Quelle serait la réaction des agences de notation ? Les marchés continueraient-ils à nous financer ? Nous serions totalement à leur merci.

6) L'alternative : opérer un "reset" de l'action publique :

- Arrêter de donner à l'Etat comme missions premières de donner du pouvoir d'achat et de produire de l'égalité. Ce sont les entreprises qui créent le pouvoir d'achat, pas l'Etat.
- Restructurer les fonctionnements publics pour en améliorer la productivité et l'efficacité en particulier en allouant les moyens en fonction des besoins, en simplifiant et en numérisant, c'est-à-dire faire mieux avec moins, ce que font tous les jours les entreprises.
- Réduire les prélèvements sur l'investissement, la production, le capital, le travail qualifié et le travail expert, pour créer de la valeur ajoutée et du pouvoir d'achat.
- Inciter au travail en finançant moins l'inactivité et former aux besoins de l'économie.

C'est ce « reset » auquel avait procédé le Général de Gaulle (« *mettre nos affaires en ordre réellement et profondément* ») avec le plan Rueff de 1958 qui permit un redressement rapide du pays et qui amena la prospérité des années 60.

Les efforts à consentir sont importants, mais payent comme le montre l'exemple suédois:

Dépense publique en % du PIB	1993	2022	Evolution
France	55 %	58 %	+ 5 %
Suède	71 %	48 %	- 32 %
PIB par habitant en dollars courants			
France	22 380	40 963	+ 83 %
Suède	24 425	56 373	+ 131 %

Après avoir réduit d'un tiers sa dépense publique, la Suède a connu pendant les 20 ans qui ont suivi une croissance économique supérieure de 60 % à la croissance française. Plus le « reset » sera tardif, plus il devra s'opérer dans le cadre d'une dévitalisation de l'économie et d'une instabilité politique grandissante avec probablement la succession d'alternances électorales toujours plus décevantes pour la population.



*Think tank indépendant dédié à la croissance, à la
compétitivité et à la prospérité*

Michel Rousseau, Président de la Fondation Concorde
Philippe Ansel, chef économiste

fondationconcorde.com



17, rue de l'Amiral Hamelin

75116

01 72 60 54 39

info@fondationconcorde.com